

Le pouvoir de l'intégration pour réaliser un changement social

Message de Manuel Mariscal, Président de CICOPA, pour clôturer l'année 2014 sorti de l'intervention prononcée à l'occasion de la cérémonie de clôture du Troisième Sommet coopératif des Amériques, à Carthagène des Indes le 7 novembre 2014

Permettez-moi de partager avec vous quelques réflexions sur ce qui dans un proche avenir marquera les coopératives dans les Amériques et dans le monde. Où allons-nous? Qu'offrons-nous à la société avec cette façon de faire des entreprises qui est la nôtre et quelle est notre spécificité dans la production de biens et de services pour nous et pour la société?

Lorsque l'on a commencé à parler de la mondialisation et à dire que son but était de créer un monde meilleur, on a parlé de l'intégration de tous, de droits... Aujourd'hui, la seule chose qui soit vraiment intégrée dans le monde c'est le pouvoir financier, ce pouvoir invisible mais omniprésent dans toutes les facettes de nos vies qui n'est soumis à aucun pouvoir supérieur et qui n'est contrôlé par personne.

Les normes internationales d'information financière sont établies par une agence privée mais elles ont un si grand pouvoir que les états les adoptent comme si elles provenaient d'un organisme public auquel il est obligatoire d'obéir. Sans aucune légitimité démocratique elles régissent pourtant le contenu de toutes les lois comptables du monde. Et cela est démontré par les différents gouvernements qui, à de rares exceptions, y soumettent leurs lois.

La mondialisation n'est que la mondialisation de la finance. Il y a 8 ans éclatait une crise mondiale majeure. Plus grave encore, cette mondialisation invisible a contraint les citoyens du monde entier à en payer la facture. L'argent qui doit être au service du peuple est devenu une chose autonome. La valeur de la masse financière est 20 fois supérieure au poids de l'économie réelle. Il ne s'agit pas d'une crise passagère. Elle va durer parce que ce n'est pas une crise, c'est LA crise ; conçue et provoquée à mon avis par un monde gouverné par la finance et je pense et je vois qu'elle a pour but (en partie déjà atteint) de changer le point de vue de la population et le développement de la société dans laquelle nous vivons aujourd'hui. C'est plus qu'une simple crise parce qu'elle change le mode de vie de la population.

La question de la dette met sur les genoux les grandes puissances du monde. On constate un appauvrissement de la classe moyenne (celle qui consomme et qui rend possible l'existence d'une société durable et disposant de ressources suffisantes pour assurer un état de bien-être acceptable pour de larges couches sociales plus défavorisées.

Il en résulte également que les exclus sont toujours plus nombreux. Dans le même temps, l'état est moins présent, avec l'antienne que vous payez moins d'impôts et que le secteur public n'est pas efficace. Ce qui conduit à une dégradation du monde. Les jeunes du monde entier sont au chômage dans des proportions jamais vues dans l'Histoire alors qu'il s'agit d'une génération la plus instruite de tous les temps; il est terrible de penser que nos enfants vivront pire encore que nous.

Parallèlement se développe un mantra : moins d'impôts et moins d'État. Au moment de payer leurs impôts les citoyens sont heureux d'en payer moins. Cette politique cependant n'engendre pas plus de liberté mais plus de pauvreté et moins d'outils de développement. Tel est le monde que nous créons et qu'apparemment pour certains nous avons à vivre et qui, si rien n'est fait, va durer très longtemps.

Nous devrions nous demander : que devraient faire les coopératives? Comment pouvons-nous agir pour changer cette réalité? Ces questions sont suffisamment essentielles pour que nous y pensions un peu plus qu'aux problèmes quotidiens de nos entreprises coopératives individuelles. Nous devons nous détacher de notre réalité quotidienne (ce qui est très difficile et nous ne pouvons pas la négliger) mais nous devons faire un effort pour comprendre que nous devons contribuer à changer cette réalité (notre réalité) de deux manières : en créant des entreprises avec nos valeurs et nos principes et en établissant des stratégies pour l'ensemble des coopératives, parce qu'il sera ainsi possible de changer la société.

Les coopératives produisent non seulement des biens et services mais elles le font d'une certaine manière. Les journaux parlent peu de nous parce que nous sommes évalués exclusivement à l'aune du chiffre d'affaires. Lorsque vous entendez parler des politiques publiques pour les coopératives, il vous semble que nous implorons le Seigneur du jour qui nous regarde avec des yeux bienveillants parce que nous sommes très bons. Vous devez changer cette façon de voir. En fait, nous ne faisons pas que produire des biens et des services et payer des impôts, nous sommes aussi des acteurs du développement local avec un espace de bien-être qui se développe là où nous sommes. Tout cela n'apparaît pas dans le PIB, qui n'est rien de plus que les recettes moins les dépenses. Il faut dire que ces paramètres vont bien au-delà du PIB et que nos contributions au développement local sont mesurables. Quand nous demandons certaines dispositions fiscales ou d'autres politiques publiques nous demandons en fait une indemnité pour quelque chose de fondamental à laquelle nous contribuons, non seulement comme entreprises (ce que nous sommes), mais avec ce que nous offrons à la société dans laquelle nous évoluons.

Les Églises du monde entier reçoivent des compensations parce qu'on leur reconnaît certaines contributions fondamentales à la société. Ce n'est pas comptabilisé dans le PIB mais tout le monde reconnaît le fait. Il devrait en être de même pour les coopératives. Mais pour cela nous devons d'abord nous en convaincre nous-mêmes et puis en convaincre la société et les pouvoirs publics.

D'autres acteurs partagent certaines valeurs et caractéristiques des coopératives mais pas toutes : les associations, les ONGs, les PME et les groupements d'artisans notamment. Ils se multiplient dans le monde entier. Nous devrions les considérer comme des compagnons de voyage. Si nous nous allions à eux nous multiplierions nos troupes par un nombre à plusieurs chiffres. Mais où allons-nous? Quel chemin prendre avec eux ?

Au-delà même de nos faiblesses dans nos organisations notre monde coopératif jouit d'un grand avantage : nous sommes l'organisation d'entreprises la plus structurée au monde. Nous disposons d'organisations plus ou moins bonnes et plus ou moins puissantes dans le monde entier. Nous avons des valeurs communes partagées, ce qui est un important point de départ. Nous sommes nombreux, nous avons des valeurs et nous sommes structurés.

Mais nous ne devons pas dicter à tout le monde ce qu'il faut faire et comment le faire. Nous devons être généreux, ouverts à d'autres groupes, partager avec eux notre modèle, nos projets et nos préoccupations mais à une condition : exercer le leadership, pas l'imposer. Nos coopératives exerceront ce leadership (par nos valeurs et notre histoire), oui : mais si nous sommes généreux et intelligents.

Un facteur horizontal au sein de la société que nous partageons est celui d'une jeunesse désabusée mais très instruite. Les jeunes qui ont participé au Sommet des coopératives au Québec ont présenté

un manifeste qui nous demande en deux pages d'agir en faveur d'un changement social. Nous devons toujours garder à l'esprit la jeunesse, pas seulement comme relève générationnelle mais parce que nous devons les aider à transformer la société. Leur société. Nous vivons une période de grands changements. Nous parlons d'un mode de développement de notre vie et de celle de nos enfants.

Nous pourrions ainsi parvenir, avec une association à trois têtes et non plus à deux, à construire n'importe quelle stratégie de changement social : les coopératives et leurs alliés objectifs décrits ci-dessus (les jeunes et les femmes) le tout sur la base de nos valeurs.

Comme coopératives nous agissons comme nous le faisons avec un esprit de permanence, pour parvenir à une société plus harmonieuse. Nous devons donc le montrer aux pouvoirs publics afin qu'ils comprennent que cela nécessite des compensations. Mais il y a des risques diffus avec lesquels nous devons à vivre et auxquels nous devons faire attention.

Avec l'explosion d'une jeunesse désespérée et l'affaiblissement des classes moyennes, apparaît par exemple « l'économie collaborative ». Des livres entiers sont consacrés à ce modèle « d'économie collaborative » qui a pour objectif de rendre moins chère l'offre des biens et des services avec un fond transformateur de la société. Pourquoi pas « l'économie coopérative »? Ma réponse est claire et convaincante : parce qu'il n'y n'aurait aucun gain en capital.

Si nous parlons « d'économie collaborative » nous parlons de ce mode de fonctionnement pour résoudre certains problèmes aujourd'hui soulevés (comme le prix du bien ou du service) mais qui laisse « sans réponse » ce qu'il advient des plus-values générées même si le bien ou le service presté sont moins chers. Attention ! Il s'agit de vendre un bien ou un service parce que cela reste une entreprise. Nous, les coopératives, nous faisons cela depuis nous sommes nées. Nous avons résolu la redistribution des bénéfices, en mode « collaboratif », non : ils ne sont pas redistribués.

Pour tout ce qui touche au covoiturage, à la colocation, etc. « l'économie collaborative » semble une merveille. Et elle l'est en partie, mais nous pourrions rivaliser avec elle non pas à moitié mais d'une manière complète avec la redistribution de l'excédent. Pourquoi ne faisons-nous pas en sorte que les coopératives redistribuent leurs bénéfices? Pour éviter que les plus-values générées ne soient pas redistribuées aux utilisateurs des coopératives.

Avec ce nouveau vocable ils utilisent la générosité des participants de la chaîne tout en offrant des meilleurs prix pour les services (et pour le moment c'est très bien). Mais nous, les coopératives, nous devons montrer que cela peut être fait sous une appellation très ancienne (et qui renferme des valeurs) : la coopérative. À mon avis, ils savent le modèle coopératif.

Un autre exemple : en Europe on privatise depuis longtemps et à tous les niveaux de l'administration sans utiliser pour cela la formule coopérative, sans coopérativiser alors que cela pourrait être fait parfaitement dans tous les secteurs : l'eau, la collecte des ordures, la santé, etc.

Parce que pour privatiser ces services et d'autres, trois éléments principaux sont nécessaires : des professionnels ayant reçus une formation suffisante et appropriée pour le service, du capital et une organisation pour le réaliser. Les professionnels sont les travailleurs, le capital est public (ce sont les citoyens qui paient le service) et l'organisation c'est la coopérative elle-même. Quel est le rôle de l'intermédiaire entre le public et le privé (entreprise de capitaux) : prendre les plus-values générées? Fournir un service de moindre qualité? Fournir un service plus cher?

Dans le même temps on nous dit que cela nous amènera à payer moins d'impôts et bien sûr à moins d'État. Les pères de cette philosophie n'osent pas dire aux citoyens, parce qu'ils savent qu'ils ne peuvent pas dire cela, que ces services et l'État-providence vont se détériorer. Vous ne pouvez pas

dire que cela va diminuer la satisfaction des besoins de la population. On ne peut pas dire non plus que les coopératives le font et réinvestissent de façon à ce que le service reste durable (tout en étant moins cher). C'est parce que nos coopératives éliminent les gains en capital ou les affectent aux investissements et à l'innovation.

Et dans cet état de choses, autre exemple, je pense à une nouvelle appellation : « l'entreprise sociale » dont la définition est de plus en plus compliquée, parce qu'on veut cacher le vrai but de cette nouvelle entreprise : démanteler les services mais en le faisant sous le couvert du social. Encore une fois c'est une partie de nos valeurs, « le social » ; mais sans parler clairement de la démocratie interne, de la participation des travailleurs et des utilisateurs, etc. Seul intéresse que son objet soit social, mais... Alors on se tourne vers quelque chose qui est vendu et qui génère une plus-value qu'une personne extérieure emporte mais qu'elle n'est pas prête à redistribuer, ce qui se ferait certainement, si cela arrivait, avec la formule coopérative.

Je le dis sans agressivité. C'est l'image de la réalité. Nous avons une société qui avance vers une demande toujours plus grande de services aux personnes fournis par des professionnels. Ainsi, les hôpitaux ont besoin de médecins et d'infirmières, les écoles d'enseignants, etc. Nous vivons dans une société de services. La seule chose qui manque ce sont des professionnels et des organisations.

Les professionnels nous les avons : des jeunes hyper-formés. Les organisations aussi : les coopératives fournissent leur modèle organisationnel. En général, ces nouvelles entreprises et ces organisations ne nécessitent pas un grand capital initial. Pour fournir les services que demande la société et que les États sont tenus de fournir, on n'a besoin que de trois éléments : des professionnels formés, une organisation qui les représente et un capital nécessaire, public ou privé pour payer ces services.

Nous avons déjà l'argent du public. Si les professionnels s'organisent sous la forme d'une entreprise (pas comme une ONG) avec la durabilité et des valeurs. Si nous avons les capacités, les organisations et l'argent du public, pourquoi ne peut-on pas faire des coopératives?

Tout cela ne résout pas le problème des heures et des jours à venir pour en revenir à nos coopératives. Mais à plus long terme, si nous ne résolvons pas tous ces problèmes, nous ne pouvons pas résoudre le problème de la production de nos entreprises parce que nous n'aurons plus d'entreprises.

Nous devons mener à bien l'intégration pour ne pas disparaître. Nous devons continuer à nous structurer et à intercoopérer davantage. Nous regrettons le manque de soutien des pouvoirs publics mais si nous ne le faisons pas, on ne peut pas blâmer la puissance publique. Nous sommes seuls fautifs. Quels compagnons de voyage choisir? Quel chemin suivre? Et jusqu'où ?

Cette intégration nous n'avons pas à la résoudre à Washington, à Bruxelles ou à Bogota mais dans nos territoires. Si nous ne le faisons pas nous parlons pour parler et dans deux ans nous dirons encore la même chose. Le chemin est très difficile mais très attrayant. Nous devons expliquer aux pouvoirs publics et à la société ce que nous pouvons faire et ce que nous faisons.

Une autre étape importante à franchir dans un proche avenir sera de négocier avec l'OIT où CICOPA peut parler au nom de l'ACI. Les coopératives devraient être reconnues comme un élément important de la lutte contre l'économie informelle. Ce serait d'une grande pertinence pour la renommée de notre modèle et pour réaliser des projets beaucoup plus intensément dans le monde entier.

CICOPA est partout, à votre service !

Manuel Mariscal